



Les portraits de la région

www.observat.qc.ca

version abrégée

OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Septembre 2008

Le marché du travail

Le nombre d'emplois disponibles de même que leur qualité sont tributaires du dynamisme du marché du travail et de la vigueur de l'économie. À ce titre, le marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue en 2007 affiche à la fois une stabilité de l'emploi, un taux de chômage historiquement bas et un sommet pour le taux d'emploi.

Et demain ? La pénurie de main-d'œuvre compétente et les problèmes de recrutement, réalités qui se manifestent déjà pour plusieurs professions, obligent les intervenants à s'ajuster pour assurer le renouvellement de leur main-d'œuvre.

Des années sous le signe de la croissance

Au cours de la période de 1997 à 2007, l'économie de l'Abitibi-Témiscamingue a engendré, au net, 1 900 nouveaux emplois, ce qui correspond à une croissance de 3 %. Durant la même période, la croissance de l'emploi a été de 21 % au Québec. Parmi les emplois créés dans la région, 95 % ont été dévolus aux femmes. La majorité des emplois créés l'ont surtout été à temps complet. Durant cette période, la vigueur du secteur des services (2 800 emplois créés, +6 %) a compensé la perte d'un millier d'emplois dans le secteur de la production de biens (-5 %).

La performance du marché du travail depuis une dizaine d'années cache deux tendances diamétralement opposées. Entre 1997 et 2002, la région a enregistré une perte nette de 1 400 emplois, alors qu'entre 2002 et 2007, on constatait plutôt la création de 3 300 emplois. Au cours de cette récente période, 58 % des nouveaux emplois ont été dévolus aux hommes. Entre 2002-2007, le volume d'emplois s'est rétracté dans la production de biens (-700 emplois, -3 %), alors que le secteur des services a gagné du terrain (+4 000 emplois, 9,3 %).

L'emploi se maintient en 2007

En dépit des répercussions de l'appréciation du dollar canadien sur les activités de fabrication, le marché du travail régional est demeuré dynamique. Il semble que la perte d'emplois dans le secteur de l'exploitation forestière soit contrebalancée par des gains dans d'autres secteurs de la production de biens, notamment le secteur minier. En somme, les conditions générales du marché du travail en 2007 sont encore parmi les meilleures qu'ait connues la région depuis de nombreuses années.

Après avoir gagné 3 400 emplois entre 2005 et 2006, le volume d'emplois est demeuré relativement stable, avec 66 900 en 2007. Ce bassin d'emplois demeure l'un des plus élevés observé au cours des 20 dernières années. Quant aux emplois à temps complet, ils comptent pour 83 % de l'ensemble (81 % en 1997). En 2007, les taux d'activité (63,7 %) et d'emploi (57,9 %) dans la région ont enregistré un très léger repli par rapport à 2006, mais sont supérieurs à ceux de 2005. Comme la croissance de la population active est similaire à celle de l'emploi, le taux de chômage se maintient, pour une troisième année consécutive, sous la barre de 10 %. Malgré des progrès notables, la région conserve toujours (et ce, depuis 1987) des taux d'activité et d'emploi inférieurs et un taux de chômage supérieur à la moyenne québécoise.

Les chiffres de l'emploi en Abitibi-Témiscamingue en 2007

Population active	73 700	Taux d'activité	63,7 %
Population occupée	66 900	Taux d'emploi	57,9 %
Chômage	6 800	Taux de chômage	9,2 %

Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active.

EN QUELQUES MOTS

Depuis une dizaine d'années, l'Abitibi-Témiscamingue profite d'une progression soutenue de l'emploi, particulièrement à temps plein. Le fait que le nombre d'emplois ait crû plus rapidement que la population depuis 1997 a permis de réduire de façon importante le nombre de personnes en chômage. Concrètement, les taux d'activité et d'emploi ont augmenté, tandis que le taux de chômage a enregistré une baisse marquée. Il faut remonter à 1987 pour observer un taux de chômage plus bas (8,9 %).

À court et moyen terme, dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre, les perspectives d'emploi demeurent favorables.

Ce portrait a été réalisé par Mariella Collini, agente de recherche, en septembre 2008.
Vous pouvez le télécharger à partir de notre site Internet : www.observat.qc.ca

Version
révisée

La création d'emplois sous la loupe

Depuis plusieurs années, le rythme de croissance de l'emploi s'est amplifié dans le secteur des services, alors qu'il s'est atténué dans les industries de la production de biens (primaire et secondaire), ce qui indique une tendance marquée vers la tertiarisation de l'économie régionale. De fait, représentant 65 % des emplois de la région en 1990, le secteur des services en concentre aujourd'hui 70 %. Malgré tout, le marché de l'emploi régional est toujours teinté d'une forte part d'emplois associés à l'exploitation des ressources naturelles. En 2007, les industries agricoles, forestières et minières regroupent, à elles seules, 16 % des emplois dans la région comparativement à 3 % au Québec.

		2005	2006	2007
ENSEMBLE DES EMPLOIS		64 600	67 000	66 900
PRODUCTION DE BIENS	Au cours des dernières années, l'emploi dans le secteur de la production de biens a fléchi de 3 %. Les pertes encourues dans les secteurs forestier et manufacturier ont été compensées, en partie, par le dynamisme des secteurs de l'extraction minière et de la construction.	20 500	18 700	19 800
Agriculture	L'Enquête sur la population active (EPA), dû au faible échantillonnage, ne permet pas d'illustrer une tendance quant à l'emploi agricole pour la région.	1 000	300	700
Exploitation forestière	Avec 3 500 emplois en 2002, le secteur de l'exploitation forestière a encaissé une baisse notable de son volume d'emplois. Durement touché par les problèmes du bois d'œuvre et par l'appréciation du dollar canadien, l'emploi a diminué de 26 % depuis 2005, ce qui représente la suppression de 600 postes. La part de l'emploi dans ce secteur (2,5 %) est neuf fois plus élevée ici qu'au Québec.	2 300	2 500	1 700
Extraction minière	L'extraction minière semble avoir été l'une des locomotives de la croissance de l'emploi. Depuis 2005, 1 500 emplois s'y sont ajoutés. La part de l'emploi minier dans la région (11 %) est 17 fois plus élevée qu'au Québec.	5 900	6 800	7 400
Construction	Après une croissance importante de l'emploi en 2005, l'activité frénétique du marché résidentiel, ainsi que des chantiers miniers et hydroélectriques ont permis au secteur de la construction de conserver son bassin de travailleurs.	2 900	2 700	2 900
Manufacturier	À la suite d'une perte de 1 300 emplois en 2006 et malgré une conjoncture toujours défavorable (parité du dollar vis-à-vis la devise américaine, montée des coûts de l'énergie et d'autres matières, forte concurrence étrangère, etc.), le secteur de la fabrication a maintenu ses effectifs en 2007.	7 300	6 000	6 000
SECTEUR DES SERVICES		44 100	48 400	47 100
Dans le secteur des services, quelque 3 000 emplois se sont ajoutés, en 2007, à ceux présents en 2005. L'embauche s'est démarquée dans le secteur commercial, dans les autres services, dans le transport et l'entreposage ainsi que dans l'hébergement et la restauration.				
Services à la production	Malgré la vitalité du secteur minier et de la construction, les services à la production semblent avoir perdu de nombreux emplois, possiblement en raison de restructurations et de changements en cours dans l'industrie forestière. La concentration de ce type de services à l'extérieur de la région à la suite de fusions d'entreprises peut également expliquer la baisse.	13 500	14 300	12 500
- Services publics*		1 100	400	1 000
- Commerce de gros		3 000	2 900	2 400
- Transport et entreposage		2 600	3 600	3 300
- Finance, assurances et imm.		2 300	2 400	1 900
- Services prof. et scient.		2 400	2 400	2 000
- Gestion d'entreprises		2 100	2 600	1 900
Services à la consommation	Avec l'ajout de 4 500 emplois depuis 2005, le secteur des services à la consommation représente près du tiers des emplois de la région. Toutes ses composantes ont réalisé des gains. La vitalité du marché du travail semble maintenir et accroître le niveau de dépenses des ménages.	14 000	15 900	18 500
- Commerce de détail		7 000	9 200	9 500
- Information, culture et loisirs		1 100	1 400	1 600
- Hébergement et restauration		3 900	3 800	4 500
- Autres services		2 000	1 500	2 900
Services gouvernementaux	Avec plus d'un emploi sur quatre, le secteur des services gouvernementaux (éducation, santé et administration publique) est un secteur qui est demeuré relativement stable au cours des dernières années.	17 700	18 600	17 100
- Enseignement		4 100	5 300	4 100
- Santé et assistance sociale		10 100	10 100	9 600
- Administrations publiques		3 500	3 200	3 400

Source: Enquête sur la population active de Statistique Canada. Il faut considérer avec prudence les données des sous-secteurs d'activité dénombant 1 500 emplois et moins. Les chiffres sont transmis à titre indicatif seulement. * Les services publics est l'une des composantes du secteur de la production de biens (et sont ainsi comptabilisés dans ce secteur). Cela explique pourquoi la somme des services à la production, à la consommation et des services gouvernementaux n'égalé pas le total du secteur des services.

La conjoncture dans les MRC

En tête pour la croissance de l'emploi, à la queue pour le taux de chômage

Les conditions du marché du travail se sont nettement améliorées dans la **MRC d'Abitibi** entre 2001 et 2006. Ainsi, le nombre de travailleurs s'est établi à 11 295 en 2006, en hausse de 12,4 % par rapport à 2001, représentant une variation supérieure à celle de la région (9 %). Il s'agit de 1 250 personnes occupées de plus, pour un taux d'emploi de 58,1 %. Comme la croissance de l'emploi est deux fois supérieure à celle de la population active, cette situation a entraîné un fort repli du taux de chômage, ce dernier passant de 15,3 % en 2001 à 10,6 % en 2006. Malgré ce repli, ce taux est le plus élevé de la région.

Fort repli du taux de chômage

L'amélioration notable du marché de l'emploi dans la **MRC d'Abitibi-Ouest** ne fut pas suffisante pour combler les écarts importants qui séparent ce territoire de la moyenne régionale. À l'image de la région, l'emploi y a progressé de 9 % entre 2001 et 2006 (730 emplois de plus). Avec 8 825 personnes occupées en 2006, le taux d'emploi s'établit à 52,2 %, le plus faible des MRC. En dépit d'un repli substantiel de chômeurs, et de la baisse la plus importante du taux de chômage de la région, celui-ci est légèrement plus élevé que la moyenne régionale, à 9,9 % (16,5 % en 2001).

Premier rang pour le taux d'emploi

Les conditions économiques ont continué de s'améliorer entre 2001 et 2006 dans la **Ville de Rouyn-Noranda**, ce qui lui permet de présenter un bilan dynamique du marché du travail. Ce territoire a connu une poussée de l'emploi de près de 10 % depuis 2001, soit une variation légèrement supérieure à celle de la région (9 %). Avec 1 660 travailleurs de plus, le volume d'emplois s'établit à 18 935 personnes occupées, pour un taux d'emploi de 63,7 %, ce qui positionne ce territoire au premier rang. La Ville de Rouyn-Noranda détient également l'un des plus faibles taux de chômage de

EN QUELQUES MOTS

Tous les territoires de MRC ont affiché un marché du travail plus dynamique en 2006 qu'à la même période en 2001 : les taux d'activité et d'emploi ont augmenté partout, alors que le taux de chômage est à la baisse, là aussi, partout sur le territoire.

la région, avec 8,5 %. Fait à noter, la population en âge de travailler a crû de 3 %, ce qui laisse supposer que les conditions économiques favorables ont su attirer une nouvelle main-d'œuvre.

Le taux de chômage le moins élevé

Entre 2001 et 2006, la **MRC de La Vallée-de-l'Or** a connu une croissance de l'emploi de près de 9 %, soit une variation identique à celle de la région. Environ 19 495 personnes occupent un emploi, soit 1 575 de plus qu'en 2001, pour un taux d'emploi de 63,5 %, soit le deuxième en importance dans la région. La Vallée-de-l'Or détient le plus faible taux de chômage de la région, avec 8,3 %. Avec la MRC d'Abitibi-Ouest, ce territoire enregistre une nette amélioration de son taux de chômage, avec une baisse de 6 points de pourcentage (14,3 % en 2001).

La plus faible création d'emplois

Après la MRC d'Abitibi-Ouest, le **Témiscamingue** subit un très léger repli de sa population ainsi que de très légers progrès quant au marché du travail. Le nombre d'emplois s'y est accru d'à peine 3 % entre 2001 et 2006, ce qui constitue la plus faible hausse parmi les MRC. Le Témiscamingue dénombre 7 545 travailleurs en 2006, soit 200 de plus qu'en 2001, pour un taux d'emploi de 55,6 % (4^e rang). En dépit d'une légère hausse de l'emploi, le taux de chômage demeure l'un des plus élevés de la région, avec 10,3 %.

Bilan du marché du travail, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2001 et 2006

		Population totale	Population active	Personnes occupées	Chômeurs	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage
Témiscamingue	2001	13 675	8 415	7 345	1 070	61,5 %	53,7 %	12,7 %
	2006	13 575	8 410	7 545	865	62,0 %	55,6 %	10,3 %
Rouyn-Noranda	2001	31 555	19 685	17 275	2 410	62,4 %	54,7 %	12,2 %
	2006	32 490	20 685	18 935	1 755	63,7 %	58,3 %	8,5 %
Abitibi-Ouest	2001	17 580	9 700	8 095	1 605	55,2 %	46,0 %	16,5 %
	2006	16 910	9 795	8 825	970	57,9 %	52,2 %	9,9 %
Abitibi	2001	19 220	11 855	10 045	1 810	61,7 %	52,2 %	15,3 %
	2006	19 450	12 635	11 295	1 340	65,0 %	58,1 %	10,6 %
La Vallée-de-l'Or	2001	33 155	20 905	17 920	2 985	63,1 %	54,0 %	14,3 %
	2006	33 510	21 270	19 495	1 775	63,5 %	58,2 %	8,3 %
Région	2001	115 185	70 550	60 675	9 875	61,2 %	52,7 %	14,0 %
	2006	115 935	72 800	66 100	6 700	62,8 %	57,0 %	9,2 %
Québec	2001	5 832 350	3 742 485	3 434 265	308 225	64,2 %	58,9 %	8,2 %
	2006	6 184 490	4 015 200	3 735 505	279 695	64,9 %	60,4 %	7,0 %

Statistique Canada. Recensement 2006.

Réalités et enjeux

Changements démographiques et rareté de la main-d'œuvre

L'évolution démographique prévue pour l'Abitibi-Témiscamingue sera un élément déterminant des tendances du marché du travail. Malgré une certaine stabilité de la population régionale entre 2006 et 2007, les tendances démographiques (taux de natalité peu élevé, vieillissement accéléré de la population, etc.) devraient se poursuivre pour les années à venir. Pour le marché du travail, il est à prévoir une baisse graduelle du poids relatif des jeunes en âge d'accéder à la vie active et à une augmentation substantielle de celui des personnes aux âges de la préretraite et de la retraite.

Actuellement, les faits parlent d'eux-mêmes. La région éprouve un problème d'adéquation entre les besoins de main-d'œuvre des entreprises et le bassin disponible de travailleurs qualifiés et formés. La rareté de la main-d'œuvre spécialisée s'explique de maintes façons : décrochage scolaire, fréquentation scolaire prolongée, l'offre de formation incomplète à chacun des ordres d'enseignement, peu de finissants dans certains programmes prometteurs, vieillissement de la main-d'œuvre, retraite anticipée ce qui mène à des départs massifs à la retraite, etc. Autant de phénomènes qui ont pour effet de créer une pénurie de main-d'œuvre compétente et des problèmes de recrutement sur le marché du travail.

Une main-d'œuvre qui vieillit et qui se féminise

La part de travailleurs âgés croît, alors que celles des jeunes et jeunes adultes reculent.

Dans la région, le poids des travailleurs âgés de 25 à 44 ans parmi l'ensemble de la main-d'œuvre occupée est passé de 57 % en 1990 à 43 % en 2007. Alors que les personnes âgées de 45 à 64 ans représentent 30 % de la population en 2007, elles détiennent 40 % des emplois. En 1990, 22 % des postes étaient occupés par cette catégorie de travailleurs.

Forte vague venant des femmes sur le marché du travail.

Étant de plus en plus scolarisées et actives sur le marché du travail, la croissance de l'emploi est surtout le fait des femmes. Dans la région, 86 % des nouveaux emplois leur ont été dévolus entre 1990 et 2007. Elles détiennent 44 % des emplois occupés, dont 40 % de ceux à temps complet. Leur taux d'emploi, qui était de 43,3 % en 1990 a atteint 53,0 % en 2007, alors qu'il est passé de 60,8 % à 62,5 % chez les hommes. Du coup, l'écart entre les taux d'emploi des deux sexes s'est rétréci, il est désormais de 9,5 points de pourcentage (écart de 17,5 points en 1990).

EN QUELQUES MOTS

Le nombre important de travailleuses et de travailleurs qui prendront leur retraite au cours des prochaines années ne pourra être pleinement compensé par l'embauche des jeunes, qui sont moins nombreux et qui font leur entrée plus tard sur le marché du travail.

La croissance de l'emploi chez les travailleurs âgés devrait se poursuivre dans les prochaines années si l'on considère les conditions de travail avantageant les personnes plus scolarisées et expérimentées, ce qui pourrait leur permettre de demeurer actives sur le marché du travail plus longtemps.

Renouvellement de la main-d'œuvre

Confrontés à un vieillissement des effectifs (perte de travailleurs expérimentés) et à des difficultés de recrutement de jeunes travailleurs, les intervenants du milieu économique s'interrogent actuellement sur la façon de faire face aux besoins en renouvellement de main-d'œuvre. Le maintien ou le recrutement de travailleurs qualifiés (âgés ou non) pourrait notamment être favorisé par :

- ▶ La création de milieux de travail qui répondent aux besoins des travailleurs en repensant les régimes de travail (horaires souples, adaptation des milieux de travail, réaménagement du travail, conciliation famille-vie personnelle / travail, initiatives concernant la santé et le mieux-être, etc.);
- ▶ La formation et le recyclage (transfert de connaissances et mémoire de l'organisation, programme de mentorat, stages en entreprises, etc.);
- ▶ Des options de retraite souples (retraite progressive, programme d'extension de la vie professionnelle, etc.).

Les perspectives du marché du travail selon Emploi-Québec :

- ▶ Selon les prévisions 2007-2011, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi pour l'Abitibi-Témiscamingue serait de 0,9 %, soit un peu plus faible que celui de l'ensemble du Québec, qui se chiffre à 1,2 %.
- ▶ L'emploi régional devrait passer de 67 000 en 2007 à 70 200 en 2011, ce qui correspond à une création d'emplois de plus de 3 000 postes.
- ▶ Selon les projections de la Régie des rentes du Québec, quelque 7 800 personnes atteindront l'âge de la retraite entre 2007 et 2011.